



DÉCLARATION DU TAEF À L'OCCASION DE LA
JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE 2024

**LES GOUVERNEMENTS AFRICAINS DOIVENT METTRE FIN AUX
RESTRICTIONS ET À LA CENSURE DES MÉDIAS**

À l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le Forum des rédacteurs en chef africains (TAEF) réaffirme son engagement indéfectible en faveur d'un paysage médiatique libre, indépendant et diversifié à travers le continent. Pourtant, alors que nous célébrons le rôle vital que jouent les journalistes dans la promotion de la démocratie et de l'obligation de rendre des comptes, nous devons reconnaître les défis persistants qui menacent cet idéal, et nous ne pouvons pas rester silencieux face à des violations flagrantes.

Nous constatons une tendance inquiétante au recul de la liberté de la presse dans plusieurs pays africains. Les gouvernements continuent d'imposer des restrictions et de la censure, ce qui entrave la libre circulation de l'information. Beaucoup trop de journalistes africains ont été contraints à l'exil. Beaucoup trop de dirigeants continuent de dénigrer le travail journalistique et de troller les journalistes. Les récents défis opérationnels ont malheureusement déclenché une dangereuse résurgence de l'autocensure, réduisant au silence les voix critiques et entravant le droit du public à l'information.

Les récentes mesures de répression de la presse au Burkina Faso et au Burundi sont un rappel brutal de la fragilité de la liberté de la presse.

Le TAEF se dit profondément préoccupé par le fait que les autorités burkinabè s'en prennent aux journalistes indépendants. Forcer les journalistes à abandonner leur rôle essentiel et à devenir des soldats sur le front de guerre n'est pas seulement une



violation de la liberté de la presse, mais un mauvais service rendu à la nation. Les journalistes jouent un rôle essentiel dans la responsabilisation du pouvoir et dans l'information du public, et leur sécurité doit être garantie.

L'arrestation de la journaliste Sandra Muhoza au Burundi à la suite d'un commentaire fait dans un groupe WhatsApp privé de journalistes illustre l'environnement de plus en plus intolérant à l'égard des médias indépendants. TAEF appelle à la libération immédiate de Mme Muhoza et exhorte le gouvernement burundais à engager un dialogue constructif avec les journalistes, et non à les réduire au silence.

Alors que l'Afrique embrasse les possibilités de la technologie, la fracture numérique reste un obstacle important. L'accès limité à un Internet et à une technologie fiables crée des obstacles pour les journalistes qui font des reportages en temps réel et pour les citoyens d'accéder à diverses sources médiatiques. Alors que l'intelligence artificielle (IA) transforme le paysage médiatique, ce fossé menace de se creuser, marginalisant davantage ceux qui n'y ont pas accès. Nous devons combler ce fossé pour faire en sorte que tous les Africains bénéficient d'un écosystème de l'information véritablement inclusif.

De nombreux médias africains sont aux prises avec des contraintes financières. Les revenus publicitaires limités, associés à l'ingérence politique, étouffent le journalisme d'investigation et la production de contenu de qualité. Le débat sur la publicité gouvernementale au Kenya manifeste clairement des intérêts particuliers. TAEF appelle les grandes entreprises technologiques à adopter des modèles de rémunération équitables qui garantissent que les organes de presse reçoivent une juste part des revenus générés par leur contenu. C'est essentiel pour la viabilité financière et à long terme des médias indépendants.

La propagation de la désinformation et des « fausses nouvelles » constitue une menace majeure, érodant la confiance du public et alimentant potentiellement la violence. Nous plaidons en faveur de mécanismes de vérification des faits plus stricts



et de pratiques de reportage éthiques au sein des rédactions. Le sensationnalisme et les préjugés n'ont pas leur place dans un journalisme responsable.

Les femmes restent largement sous-représentées dans les médias, tant en tant que journalistes qu'en tant que sources. Cela nuit à la richesse et à l'inclusivité du récit médiatique. TAEF soutient des initiatives qui autonomisent les femmes journalistes et veillent à ce que leurs voix soient entendues dans les salles de rédaction et sur les ondes.

En Afrique, les journalistes continuent d'être confrontés à des risques importants pour leur sécurité. Le harcèlement, l'intimidation et la violence physique font froid dans le dos. TAEF exhorte les gouvernements et toutes les parties prenantes à donner la priorité à la sécurité des journalistes, leur permettant de remplir leur rôle crucial sans crainte.

En cette Journée mondiale de la liberté de la presse, réaffirmons notre engagement à construire un paysage médiatique en Afrique qui soit véritablement libre, indépendant et qui donne du pouvoir à toutes les voix. Il s'agit d'une responsabilité collective, tant pour les journalistes, les propriétaires de médias, les gouvernements que pour les citoyens. Des médias forts et dynamiques sont la pierre angulaire d'une démocratie florissante et, ensemble, nous pouvons faire en sorte qu'ils s'épanouissent sur tout le continent.

CHURCHILL OTIENO
PRÉSIDENT

Note aux rédacteurs:

À propos de TAEF : TAEF est la guilde des rédacteurs en chef de premier plan du continent qui représente les rédacteurs en chef et les journalistes chevronnés, dont la responsabilité principale est de défendre la liberté des médias et d'être la principale voix de la défense des médias.

Pour et au nom de l'African Editors Forum (TAEF)